

DOMINIQUE PIANELLI¹

QUEL ANCRAGE RÉGIONAL POUR LE COMMERCE DES ÉTATS POST-SOVIÉTIQUES ?

RÉSUMÉ. L'éclatement de l'Union soviétique a contraint les Etats successeurs à penser leurs relations commerciales sur de nouvelles bases. Les marchés voisins sont devenus accessibles. Après l'hécatombe survenue au début des années quatre-vingt-dix, les échanges ont enfin repris (en valeur), de nouveaux marchés ont été investis. Les voisins directs de ces nouveaux Etats indépendants ont été particulièrement concernés par ce changement qui a permis le développement des échanges régionaux. Pour les pays désireux de donner des bases économiques tangibles à leur indépendance politique, l'appui sur des marchés régionaux est un élément majeur. Et ce d'autant plus que le marché russe, de par sa taille et du fait de la nécessité d'ancrage des nouveaux Etats à un grand marché, a vocation à rester un partenaire incontournable.

Le marché balte (Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Suède) appa-

raît stable à plusieurs points de vue. Il représente un intérêt égal pour chacun des pays présents. Sa répartition est relativement conforme à la puissance économique de chacun. L'expansion des relations commerciales y est dynamique. Les structures d'échanges par produits sont relativement diversifiées, tant dans leur composition, que selon les partenaires. L'expansion du commerce régional n'a pas pâti de la forte relance des échanges entre l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie avec les pays de l'ex-URSS et en particulier la Russie. Le rapprochement avec l'Union européenne sera un facteur dynamique, comme le sont les bons taux de croissance du PIB enregistrés par les trois petits Etats baltes.

Le marché de l'Europe orientale (Biélorussie, Hongrie, Moldavie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Ukraine) est moins homogène. La priorité que l'Ukraine accorde au marché régional est manifeste. L'approche biélorusse est moins tranchée : le marché régional est certes attractif mais

1. DOMINIQUE PIANELLI est Chargée de mission au CEPPII (e-mail : d.pianelli@ceprii.fr).

ne se présente pas comme une alternative au marché russe. Le cas moldave présente encore d'autres différences : le marché régional est très important pour ce petit pays très enclavé, mais n'empêche pas la Moldavie de se rapprocher de la Russie, au détriment des ses partenaires régionaux. Le relatif dynamisme du marché s'appuie sur des échanges relativement diversifiés en matière de produits, mais caractérisés par des complémentarités assez peu sophistiquées. La priorité accordée par la Pologne à l'Europe occidentale et la faiblesse économique de l'Ukraine ne peuvent que limiter les chances de développement du marché régional. La crise du Caucase nord, qui a isolé la Transcaucasie post-soviétique de ses marchés traditionnels, a contribué au repli sur le marché du Caucase-Anatolie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Iran, Turquie). L'amélioration de la situation politique dans la région pourrait faciliter tant l'essor du commerce régional que les échanges avec la Russie.

Les échanges régionaux sur le marché asiatique (Afghanistan, Chine, Iran,

Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan) sont très limités. Il n'est pas inconcevable qu'un accroissement de l'ouverture de la Chine et de l'Iran soit favorable à une hausse de leurs échanges avec les Etats post-soviétiques d'Asie centrale.

Quant aux relations des Etats successeurs de l'URSS avec le voisin russe, elles restent particulièrement importantes quand elles s'inscrivent dans une dépendance économique liée, soit à la faiblesse des économies nationales, soit à l'importance des intrants russes (énergie en particulier) dans les réexportations. L'ancrage à la Russie est moins manifeste quand la préférence a pu être donnée à de nouveaux marchés. Les Etats post-soviétiques, et en particulier les pays membres de la CEI, restent des débouchés essentiels pour certains produits russes. Les échanges au sein de l'union douanière n'ont pas encore connu d'essor particulier. Les justifications et les motivations à l'ancrage régional des Etats post-soviétiques sont donc très variables selon les pays.

Classification JEL : F02 ; F13.

Avec l'éclatement de l'URSS, l'espace économique post-soviétique s'est décomposé. Les relations économiques traditionnelles ont été fortement remises en cause. Après l'hécatombe survenue au début des années quatre-vingt-dix, les échanges ont enfin repris (en valeur), de nouveaux marchés ont été investis. Les voisins directs des Etats indépendants ont été particulièrement concernés par ce changement : les échanges régionaux se sont développés. Pour les pays désireux de donner des bases économiques tangibles à leur indépendance politique, l'appui sur des marchés régionaux apparaît comme un élément majeur. Et ce d'autant plus que le marché russe, de par sa taille et du fait de la nécessité d'ancrage des nouveaux Etats à un grand marché, a vocation à rester un partenaire difficilement négligeable. Cet article se propose d'analyser les caractéristiques des relations commerciales des Etats post-soviétiques avec leurs voisins et d'en estimer la solidité.

Les pays post-soviétiques ont été répartis au sein de quatre marchés régionaux dont la composition a été déterminée par le voisinage géographique. Le marché balte regroupe l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie avec leurs voisins nordiques, le Danemark, la Finlande et la Suède. Le marché d'Europe orientale associe la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie à la Hongrie, la Slovaquie, la Pologne et

la Roumanie. Le marché du Caucase-Anatolie intègre l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et l'Iran. Enfin, le marché asiatique réunit l'Afghanistan, la Chine, l'Iran, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Pakistan, le Tadjikistan et le Turkménistan (carte).

L'analyse des échanges des pays de l'ex-URSS entre 1993 et 1996 s'appuie sur les données nationales recensées par l'Office statistique des Etats de la CEI (CISTAT) et les données du FMI² (TABLEAU 1). Les déclarations d'importations et d'exportations ont été croisées et harmonisées dans des matrices d'échanges bilatéraux. Pour la structure par produits des échanges bilatéraux d'un nombre restreint de pays, on a eu recours à la Foreign database de l'International Trade Centre de la CNUCED/OMC. L'étude des relations régionales se fait ensuite en comparant les données observées à celles qui résultent de l'estimation d'un modèle gravitationnel (ENCADRÉ).

ENCADRÉ

Le commerce régional théorique

Selon le modèle de gravitation, le commerce bilatéral est une fonction linéaire de la puissance économique des partenaires, de leur richesse relative ou de leur dotation en ressources, de la distance qui les sépare. Dans l'équation, le commerce bilatéral est mesuré par les exportations en dollars courants d'un pays i vers un pays j , la puissance économique par la valeur respective de leur PIB en dollars courants. Un second couple de variables mesure alternativement ou bien la richesse relative, par le PIB-PPA/habitant, ou bien la diversité dans la dotation de ressources et dans la production, la taille de la population approximant la taille du pays, sa diversité économique et son ouverture potentielle. La distance est mesurée par les kilomètres séparant les capitales (ou les principaux centres d'activité économique).

Le niveau normal des échanges bilatéraux est expliqué par ces cinq variables. Ces liens sont renforcés selon les modèles par la communauté de frontière ou l'appartenance à une zone commerciale plus ou moins institutionnalisée. En principe, les échanges doivent être corrélés positivement au niveau de richesse, et négativement à la taille et à la distance. Dans la fonction linéaire, les variables sont exprimées en logarithmes pour faciliter les calculs :

lnvaleur des exportations ij = constante + (coeff1 x lnPIB $_j$) + (coeff2 x l PIB $_j$) + (coeff3 x lnPopulation $_j$) + (coeff4 x lnPopulation $_j$) + (coeff5 x lnDistance ij) + (coeff6 x Intégration).

D. E. Christin (1996) a calculé les coefficients pour chaque variable explicative du niveau d'échanges de 25 pays à économie de marché, d'Amérique, d'Europe et d'Asie, prenant en compte leur appartenance ou non à une zone commerciale intégrée. Les différents schémas d'intégration (Union européenne, AELE, ASEAN) ont un impact plus ou moins fort sur le commerce bilatéral.

Pour avoir un aperçu du potentiel commercial régional des pays issus de l'URSS, deux types d'estimations ont été faites ici : *i*) la mesure des élasticités actuelles des échanges au sein du marché post-soviétique et *ii*) d'un niveau des échanges qui aurait résulté de relations économiques organisées selon les élasticités obtenues par les calculs de D. E. Christin.

TABLEAU 1

Les échanges* des nouveaux Etats en 1996

Indice 100 en 1993

	Marché mondial	Marché post-soviétique (a)	Marché russe (b)	Marché régional (c)
Baltes	249	308	379	
Estonie	311	271	305	238
Lettonie	176	215	246	291
Lituanie	264	423	576	289
Slaves	253	195	196	
Biélorussie	280	307	291	326
Moldavie	240	223	295	148
Ukraine	247	165	169	319
Caucase	143	68	62	
Arménie	236	95	134	502
Azerbaïdjan	128	73	80	159
Géorgie	126	52	31	231
Asie centrale	145	123	149	
Kazakhstan	176	170	204	117
Kirghizie	158	144	109	172
Ouzbékistan	166	120	109	135
Tadjikistan	118	133	61	261
Turkménistan	78	36	57	61
Russie	140	185		
CEI	160	169	173	
Ex-URSS	164	175	185	

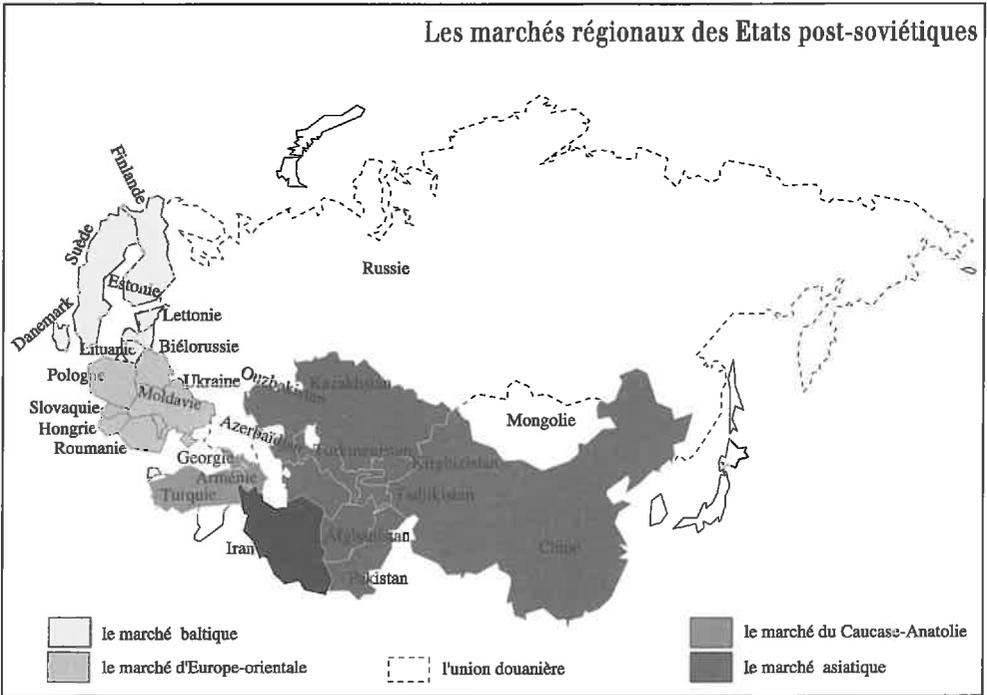
* Total exportations + importations, en moyenne.

(a) Marché constitué par les 15 Etats de l'ex-URSS.

(b) Marché de la Fédération de Russie.

(c) Marchés régionaux définis dans l'article.

Source : calculs de l'auteur à partir des données du CISTAT et du FMI.



La stabilité du marché balte

Le marché balte apparaît stable à plusieurs points de vue : il présente un intérêt égal pour chacun des pays présent et sa répartition est relativement conforme la puissance économique de chacun. Ainsi, la Suède est la plus présente (40 %) sur ce marché, suivie par le Danemark (26 %) et la Finlande (25 %). La part des trois Etats post-soviétiques est inférieure à 10 % (TABLEAU 2-1). La structure géographique des échanges régionaux a peu changé entre 1993 et 1996.

Tous les pays accordent une importance à peu près égale à ce marché, la part accordée par chacun des pays au marché régional étant restée stable entre 1993 et 1996. Elle n'a progressé que d'un point, passant de 15 à 16 % des échanges extérieurs des pays de la zone (TABLEAU 2-2). Les Etats post-soviétiques sont ceux qui ont accru leur implantation régionale : + 2-3 points pour chacun d'entre eux.

L'expansion des relations commerciales (TABLEAU 2-3) est dynamique, avec une hausse de plus de 50 % de la valeur des échanges sur quatre ans et s'est traduite non pas par un renforcement des partenariats les mieux organisés, mais par une diversification des relations. La Lituanie qui est le pays qui a le plus fortement accru la valeur de ses échanges régionaux, a fait un effort particulier en direction du Danemark. L'Estonie a surtout augmenté son commerce avec la Suède. La Lettonie a, quant à elle, davantage privilégié ses liens avec la Finlande. Quant au commerce entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, il a augmenté dans

TABLEAU 2

La stabilité des échanges sur le marché balte

TABLEAU 2-1

Parts de marché régional de chaque Etat

							En %
1993	Danemark	Estonie	Finlande	Lettonie	Lituanie	Suède	RÉGION
Danemark	-	0	4	0	0	23	27
Estonie	0	-	1	0	0	1	2
Finlande	6	3	-	0	0	18	27
Lettonie	0	0	0	-	0	1	1
Lituanie	0	0	0	1	-	0	2
Suède	22	1	17	0	0	-	41
RÉGION	28	4	23	2	1	42	100
1996	Danemark	Estonie	Finlande	Lettonie	Lituanie	Suède	RÉGION
Danemark	-	0	5	0	1	20	26
Estonie	0	-	2	1	0	1	4
Finlande	5	3	-	1	1	16	25
Lettonie	0	0	0	-	1	1	2
Lituanie	0	0	0	1	-	0	2
Suède	21	1	18	1	1	-	41
RÉGION	26	5	24	3	3	39	100

Source : idem tableau 1.

Théorique	Danemark	Estonie	Finlande	Lettonie	Lituanie	Suède	RÉGION
Danemark	-	1	11	1	1	16	30
Estonie	1	-	2	0	0	2	5
Finlande	6	3	-	1	1	14	25
Lettonie	1	0	1	-	0	1	3
Lituanie	1	0	1	0	-	1	2
Suède	16	2	14	2	1	-	35
RÉGION	25	6	29	4	3	34	100

Source : calculs de l'auteur.

TABLEAU 2-2

Part du commerce intra-zone dans les échanges de chaque Etat

	Danemark	Estonie	Finlande	Lettonie	Lituanie	Suède	RÉGION	En %
1993	13	13	14	12	11	13	15	
1996	15	15	16	15	14	14	16	

Source : idem tableau 1.

TABLEAU 2-3

Variation des échanges en valeur entre 1993 et 1996

	Danemark	Estonie	Finlande	Lettonie	Lituanie	Suède	RÉGION	En %
1996								
RÉGION*	+57	+138	+64	+191	+189	+60	+66	
Total**	+35	+211	+63	+76	+164	+64	+57	

* Total des échanges régionaux sur le marché mondial.

** Total des échanges intra-régionaux.

Source : idem tableau 1.

TABLEAU 2-4

Le commerce régional du Danemark et de la Finlande en 1995

	Exportations danoises			Importations danoises		
	Estonie	Lettonie	Lituanie	Estonie	Lettonie	Lituanie
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	47	44	22	12	10	11
- Matières premières (sauf combustibles)	1	5	7	16	34	13
- Combustibles minéraux et produits	1	1	0	27	20	7
- Produits chimiques	10	4	4	19	2	12
- Machines et matériels de transport	19	16	29	2	1	2
- Articles manufacturés divers	9	28	37	22	33	53
	100	100	100	100	100	100
	Exportations finlandaises			Importations finlandaises		
	Estonie	Lettonie	Lituanie	Estonie	Lettonie	Lituanie
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	11	8	11	2	0	5
- Matières premières (sauf combustibles)	1	1	1	19	67	7
- Combustibles minéraux et produits	9	23	2	0	0	0
- Produits chimiques	6	6	7	1	1	8
- Machines et matériels de transport	37	33	40	32	3	3
- Articles manufacturés divers	37	29	39	47	29	77
	100	100	100	100	100	100

Source : base de données International Trade Centre de l'OMC.

des proportions bien plus importantes passant de 270 millions de dollars à 712 millions de dollars, entre 1993 et 1996.

Des échanges de produits diversifiés

Les structures d'échanges par produits sont relativement diversifiées, tant dans leur composition, que selon les partenaires. Les pays baltes post-soviétiques n'exportent pas les mêmes types de produits sur le marché finnois ou danois : la Finlande achète ses combustibles ailleurs. En revanche, ils achètent, et dans des proportions relativement comparables, les mêmes types de produits : produits alimentaires, matériels de transport et produits manufacturés divers (TABLEAU 2-4).

Du fait de l'importance de la Suède sur le marché régional, il est intéressant de souligner sa structure d'échanges en 1994 (on ne dispose pas de données pour 1995) : la Suède exporte, comme ses voisins finnois et danois essentiellement des machines et matériel de transport vers les trois Etats baltes post-soviétiques. Elle importe des matières premières (non alimentaires) et des produits manufacturés d'Estonie, des combustibles de Lettonie (55 %), des matières premières (combustibles et autres matières premières non alimentaires) de Lituanie. Les exportations danoises et finnoises, en 1995, vers les trois Etats baltes post-soviétiques sont assez différenciées. Le Danemark vend beaucoup de produits alimentaires, répartis à peu près également entre ses trois partenaires. La Finlande vend surtout des machines et matériel de transport, dont 75 % à l'Estonie, 15 % à la Lettonie et 10 % à la Lituanie. Pour la vente de produits manufacturés, le Danemark privilégie à 57 % le marché lituanien, tandis que la Finlande préfère, à 76 % le marché estonien. Les structures d'importations sont également diversifiées. Le Danemark achète une variété de produits à l'Estonie et à la Lettonie. Il achète à la Lituanie essentiellement des produits manufacturés, en particulier des vêtements. La Finlande achète des produits manufacturés à l'Estonie (vêtements, meubles, tissus) et à la Lituanie (vêtements et ciment). Elle achète à la Lettonie essentiellement du bois et des métaux.

La stabilité de la structure du commerce potentiel

Un ajustement du commerce à son niveau potentiel modifierait de façon marginale la géographie du commerce régional : le poids de l'Estonie et de la Lettonie augmenterait d'un point chacun, la Suède céderait un peu de sa part de marché à la Finlande (TABLEAU 2-1). De ce fait, les perspectives de développement du marché régional s'inscrivent très largement dans celui du commerce de ces pays en général. L'expansion du commerce régional n'a pas pâti de la forte relance des échanges entre l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie avec les pays de l'ex-URSS et en particulier la Russie. Le rapprochement avec l'Union européenne sera un facteur dynamique, comme le sont les bons taux de croissance du PIB enregistrés par les trois petits Etats baltes.

L'intérêt croissant de l'Ukraine pour le marché de l'Europe orientale

La priorité que l'Ukraine accorde au marché régional est manifeste. Elle a en effet porté l'essentiel de ses efforts commerciaux entre 1993 et 1996 sur ce marché, où elle semble y chercher une alternative au marché russe. Elle en occupe, en outre, la part la plus importante, en moyenne (24,5 % en 1996) (TABLEAU 3-1). L'approche biélorusse est moins tranchée. Le marché régional est certes attractif pour ce pays (21 % de ses échanges extérieurs, TABLEAU 3-2), mais ne se présente pas comme une alternative : la Biélorussie reste fortement ancrée à la Russie, avec laquelle elle est en union douanière. Le cas moldave présente encore d'autres différences. Le marché régional est très important pour ce petit pays, puisqu'il y consacre près du quart de ses échanges extérieurs en 1996, soit bien plus que les autres pays de la région. La première raison de cette forte proportion du commerce tourné sur le marché régional est l'enclavement de la Moldavie au sein de la région (TABLEAU 3-2). Néanmoins entre 1993 et 1996, la Moldavie a privilégié une relance de ses échanges avec la Russie, au détriment de ses deux

TABLEAU 3

Le marché de l'Europe orientale

TABLEAU 3-1

Part de marché régional de chaque Etat

								En %
1993	Biélorussie	Hongrie	Moldavie	Pologne	Roumanie	Slovaquie	Ukraine	RÉGION
Biélorussie		1	1	3	0	0	9	15
Hongrie	1		0	5	5	3	4	18
Moldavie	0	0		0	3	0	2	6
Pologne	3	5	0		1	4	2	16
Roumanie	0	3	3	1		0	4	10
Slovaquie	1	4	0	5	1		2	12
Ukraine	5	6	4	4	3	1		23
RÉGION	10	19	8	18	13	9	23	100
1996	Biélorussie	Hongrie	Moldavie	Pologne	Roumanie	Slovaquie	Ukraine	RÉGION
Biélorussie		0	1	3	0	0	9	14
Hongrie	1		0	4	13	3	2	24
Moldavie	0	0		0	1	0	1	2
Pologne	3	3	0		1	3	11	21
Roumanie	0	2	1	1		0	1	4
Slovaquie	0	4	0	5	1		3	12
Ukraine	9	3	2	4	2	2		22
RÉGION	13	13	5	17	17	8	27	100

Source : idem tableau 1.

Théorique	Biélorussie	Hongrie	Moldavie	Pologne	Roumanie	Slovaquie	Ukraine	RÉGION
Biélorussie		2	0	8	2	1	7	21
Hongrie	2		0	5	1	3	3	14
Moldavie	0	0		1	0	0	1	2
Pologne	7	5	1		2	3	8	25
Roumanie	1	1	0	2		1	2	8
Slovaquie	1	2	0	2	1		2	8
Ukraine	7	3	1	7	2	2		22
RÉGION	19	14	3	25	8	9	23	100

Source : calculs de l'auteur.

TABLEAU 3-2

Part du commerce intra-zone dans les échanges de chaque Etat

	Biélorussie	Hongrie	Moldavie	Pologne	Roumanie	Slovaquie	Ukraine	RÉGION	En %
1993	14	5	39	3	7	7	8	6	
1994	15	5	35	4	6	10	10	7	
1995	19	9	36	4	7	9	11	9	
1996	21	16	24	6	12	18	11	10	

Source : idem tableau 1.

TABLEAU 3-3

Variation des échanges en valeur entre 1993 et 1996

	Biélorussie	Hongrie	Moldavie	Pologne	Roumanie	Slovaquie	Ukraine	RÉGION	En %
RÉGION*	+226	+192	+48	+85	+154	+184	+249	196	
Total**	+180	+70	+140	+85	+54	+140	+140	+96	

* Total des échanges régionaux sur le marché mondial.

** Total des échanges intra-régionaux.

Source : idem tableau 1.

TABLEAU 3-4

Le commerce régional de l'Ukraine et de la Biélorussie en 1995

	Exportations				Importations				En %
	Biélorussie		Ukraine		Biélorussie		Ukraine		
	Pologne	Hongrie	Pologne	Hongrie	Pologne	Hongrie	Pologne	Hongrie	
	- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2	2	2	5	43	28	51	
- Matières premières (sauf combustibles)	13	15	14	57	4	2	1	1	
- Combustibles minéraux et produits	0	30	44	4	0	1	2	40	
- Produits chimiques	19	29	25	15	9	14	7	11	
- Machines et matériels de transport	39	8	3	5	36	19	25	8	
- Articles manufacturés divers	28	15	12	12	8	36	15	25	
	100	100	100	100	100	100	100	100	

Source : idem tableau 2-4.

principaux partenaires de la région : l'Ukraine, avec laquelle le commerce augmente relativement lentement et surtout la Roumanie. Ce dernier pays, fortement ébranlé par la crise économique, a considérablement réduit, en 1996, ses importations en provenance de Moldavie.

Globalement, la part que les pays de la zone consacrent au commerce régional a gagné quatre points, passant de 6 à 10 % de leurs échanges extérieurs totaux entre 1993 et 1996 (TABLEAU 3-2). Tous les pays renforcent le poids du marché régional dans leurs échanges extérieurs, à l'exception de la Moldavie.

Le commerce régional a augmenté deux fois plus vite entre 1993 et 1996 que le commerce total. De fait, trois pays sont particulièrement actifs : l'Ukraine et la Biélorussie ont plus que triplé leur commerce sur le marché régional (TABLEAU 3-3) ; la Slovaquie se distingue également avec une progression de 140 %. Plus précisément, on remarque le renforcement des liens entre certains couples de pays, en particulier entre l'Ukraine et la Pologne, conformément à leurs orientations politiques de rapprochement. L'Ukraine souhaite renforcer son intégration à l'Ouest à commencer auprès des pays de l'Association Centre Européenne de Libre-Echange (ACELE), soutenue en cela par la Pologne.

Une structure d'échanges par produits peu sophistiquée

Ce relatif dynamisme du marché régional s'appuie sur des échanges relativement diversifiés en matière de produits, mais caractérisés par des complémentarités assez peu sophistiquées : combustibles polonais contre matières premières ukrainiennes, produits alimentaires polonais contre produits chimiques ukrainiens. Les deux pays, qui ont des tailles et une structure naturelle de production assez peu éloignées, ont modifié l'un vis-à-vis de l'autre leur spécialisation relative. Si l'on compare les structures respectives du commerce régional de l'Ukraine et de la Biélorussie avec la Hongrie et la Pologne, on retient les éléments suivants. Les deux Etats post-soviétiques ont des structures d'achat à la Hongrie similaires : produits alimentaires et matériel de transport qui s'inscrivent bien dans les spécialisations hongroises. Du côté des ventes, la similitude des structures par produits des exportations biélorusses vers la Pologne d'une part, et ukrainiennes vers la Hongrie de l'autre, est frappante. Avec l'autre partenaire, les ventes sont davantage concentrées sur une seule branche : machines et matériels de transport pour les ventes biélorusses à la Hongrie, matières premières – essentiellement minerai de fer – pour les ventes ukrainiennes à la Pologne (TABLEAU 3-4).

Un potentiel d'accroissement très limité

Selon les estimations sur le commerce potentiel, la structure géographique du commerce régional devrait se modifier conformément au poids économique de chacun des pays : la Pologne occuperait le quart du marché, devant l'Ukraine. La part de la Biélorussie augmenterait (de 14 à 20 %) au détriment de celle de la Hongrie (de 20 à 14 %) (TABLEAU 3-1). On voit bien qu'un tel scénario de développement appuyé sur la Pologne est plus qu'aléatoire. La priorité

polonaise est l'Europe occidentale et la perspective de l'adhésion à l'Union européenne ne peut que renforcer le phénomène. De son côté, la volonté de l'Ukraine de renforcer sa position de partenaire régional est sans commune mesure avec sa capacité réelle à développer son potentiel économique. L'Ukraine ne parvient pas à se sortir de la crise économique et sa politique de réforme est très en deçà de ce qu'elle devrait être pour dynamiser une certaine croissance. Le seul facteur proprement dynamique de son implantation régionale reste son souci de limiter ses relations avec la Russie. Enfin, la Biélorussie ne semble avoir ni les moyens ni le désir de privilégier le marché régional au marché russe. Seule la Hongrie pourrait être intéressée à accroître sa présence sur le marché régional. Mais elle pourrait surtout le faire en renforçant ses liens avec ses voisins slovaque et roumain, plutôt qu'avec ses partenaires issus de l'URSS.

L'option résolument régionale des Etats caucasiens

La présence de chacun des pays sur le marché régional est relativement conforme à leur potentiel économique respectif : en 1996, l'Iran et la Turquie sont les premiers sur le marché régional, à égalité, avec, en moyenne sur les exportations et les importations, 35 %, suivis par l'Azerbaïdjan (18 %), la Géorgie (7 %) et l'Arménie (5 %) (TABLEAU 4-1).

Pourtant, en proportion de leur échanges extérieurs totaux, ce sont les Etats caucasiens post-soviétiques qui accordent le plus d'importance au marché régional, comparativement à leurs voisins iranien et turc qui bénéficient d'un moindre enclavement. La crise du Caucase nord, qui a isolé la Transcaucasie post-soviétique de ses marchés traditionnels, a contribué au repli sur le marché local (TABLEAU 4-2). En outre, entre 1993 et 1996, les échanges entre les trois Etats caucasiens post-soviétiques ont doublé, de 78 à 160 milliards de dollars. De façon générale, on note les meilleures performances réalisées sur le marché local que sur le marché mondial (TABLEAU 4-3). L'Arménie a considérablement accru sa présence sur le marché régional et en particulier sur le marché iranien.

Des structures d'échanges complémentaires

La comparaison de la structures des échanges de la Turquie avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie, seuls partenaires de la région pour lesquels on dispose de données, met en évidence la similitude des deux marchés (TABLEAU 4-4) : importance des produits alimentaires vendus par la Turquie, concentration des achats turcs sur les matières premières (métaux à la Géorgie, coton à l'Azerbaïdjan) et les produits manufacturés (alliages de fer et de cuivre). Les prochains développements autour du transit du brut de la Caspienne et les investissements turcs pourraient diversifier à terme la structure du commerce entre les deux pays.

TABLEAU 4

Le marché du Caucase-Anatolie

TABLEAU 4-1

Part de marché régional de chaque Etat

En %

1993	Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie	Turquie	Iran	RÉGION
Arménie		0	0	0	0	1
Azerbaïdjan	0		2	3	14	20
Géorgie	1	1		1	ND	4
Turquie	0	5	2		19	27
Iran	1	3	ND	46		50
RÉGION	2	9	5	50	34	100
1996	Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie	Turquie	Iran	RÉGION
Arménie		0	0	0	3	3
Azerbaïdjan	0		4	2	10	16
Géorgie	2	1		2	ND	5
Turquie	0	13	5		12	31
Iran	6	5	ND	34		45
RÉGION	8	19	10	38	24	100

Source : idem tableau 1.

Théorique	Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie	Iran	Turquie	RÉGION
Arménie		1	2	5	6	13
Azerbaïdjan	1		0	4	2	7
Géorgie	2	0		3	3	8
Iran	5	4	3		23	35
Turquie	6	3	4	24		37
RÉGION	13	8	9	35	35	100

Source : calculs de l'auteur.

TABLEAU 4-2

Part du commerce intra-zone dans les échanges de chaque Etat

En %

	Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie	Turquie	Iran	RÉGION
1993	11	30	14	3	4	4
1994	13	29	29	3	4	4
1995	23	41	23	2	4	4
1996	25	37	26	2	4	4

Source : idem tableau 1.

TABLEAU 4-3
Variation des échanges en valeur entre 1993 et 1996

	En %					
RÉGION*	Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie	Iran	Turquie	RÉGION
RÉGION*	+402	+59	+131	+6	+26	+31
Total**	+136	+28	+26	+5	+43	+28

* Total des échanges régionaux sur le marché mondial.

** Total des échanges intra-régionaux.

Source idem tableau 1.

TABLEAU 4-4
Le commerce régional de la Turquie en 1995

	Exportations turques		Importations turques		En %
	Azerbaïdjan	Géorgie	Azerbaïdjan	Géorgie	
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	50	74	1	1	
- Matières premières (sauf combustibles)	2	0	53	34	
- Combustibles minéraux et produits	0	8	0	0	
- Produits chimiques	6	6	14	8	
- Machines et matériels de transport	18	4	1	1	
- Articles manufacturés divers	24	8	31	56	
	100	100	100	100	

Source : idem tableau 2-4.

La mise en valeur du potentiel soumis aux aléas géopolitiques

Le règlement politique du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie devrait permettre un développement des échanges régionaux. L'ampleur de ce changement sera également fonction de la solution retenue pour l'exploitation des hydrocarbures de la Caspienne et leur acheminement. Les premières exportations de brut azéri offshore ont commencé, fin octobre 1997, par la route Grozny-Novorossisk. D'autres routes sont envisagées, sans que l'on sache encore si, à côté de l'oléoduc géorgien et du nouveau tronçon daghestanais, tous deux fort probables, il y aura une route turque et si elle passera par l'Arménie ou par l'Iran. C'est dire que, sans même évoquer les questions de droits de propriété entre tous les Etats riverains de la Caspienne sur les ressources offshore – qui pourraient avoir des conséquences sur l'avenir de l'exploitation des richesses –, le tracé des oléoducs pèsera, tant sur le montant du commerce régional, que sur sa configuration géographique.

Selon les estimations sur le niveau potentiel des échanges, la part de marché de l'Arménie devrait particulièrement augmenter au détriment de celle de l'Azerbaïdjan (TABLEAU 4-1). Or, l'exploitation des hydrocarbures en Azerbaïdjan peut modifier fondamentalement et vite le rapport relatif des capacités de production au niveau régional, alors que le niveau de PIB en Azerbaïdjan en 1996,

retenu pour les estimations gravitationnelles est encore faible. Il faut donc sans doute pondérer sérieusement la part relative, ici prépondérante, de l'Arménie. En outre, une amélioration de la situation économique de l'Iran, à la faveur d'une détente de ses relations avec la communauté économique internationale, au premier chef les Etats-Unis, aurait une incidence favorable sur son poids économique sur le marché régional. Les estimations sur un poids de l'Iran et de la Turquie qui resterait comparable sur ce marché peuvent apparaître de ce fait aléatoires.

Un marché asiatique peu solide

Les échanges régionaux sont très limités dans cette zone. Ils n'ont pas beaucoup progressé (TABLEAU 5-3) et globalement, ils comptent de moins en moins dans le commerce extérieur des pays de la région : à peine 1 %. L'élargissement de l'Organisation de Coopération Economique (OCE), créée en 1985 par la Turquie, l'Iran et le Pakistan, pour assurer la promotion de la coopération régionale en matière de commerce et de développement économique avec l'Afghanistan, les cinq républiques d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan n'est pas encore un moteur réel aux échanges régionaux, du fait des difficultés économiques et politiques. La création parallèle, en 1994, de la Zone économique d'Asie centrale entre l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan offre certes un cadre de réflexion commune pour la coordination de la politique commerciale et douanière mais reste encore plus formelle qu'efficace. Les échanges entre les seuls Etats post-soviétiques d'Asie centrale dépassent à peine le milliard de dollars en 1996. Les relations de l'Ouzbékistan et du Turkménistan avec leurs voisins de l'ex-URSS sont émaillées de problèmes d'impayés des ventes de gaz : au cours de l'année 1995, l'Ouzbékistan a suspendu ses livraisons au Tadjikistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan. Le règlement des dettes passe en général par des paiements en nature (produits alimentaires, biens de consommation) : les produits et les quantités sont listés au sein d'accords de coopération économique et commerciaux annuels semblables à ceux qui prévalaient entre les pays socialistes dans le cadre du CAEM. Les échanges ont commencé néanmoins à se développer à partir de 1995 sur une base plus moderne : le Kazakhstan et le Kirghizistan ont conclu un accord de libre-échange qui ne s'est pas encore traduit par un décollage des relations commerciales et ont rejoint l'union douanière avec la Biélorussie et la Russie. Des désaccords fréquents sur un certains nombre de modalités (transit en particulier) continuent de surgir. L'instabilité politique est un autre frein au développement des échanges régionaux : la situation en Afghanistan a entraîné la suspension de la construction du gazoduc reliant le Turkménistan au Pakistan.

Le marché régional est largement dominé par la Chine (26 %) (TABLEAU 5-1). Suivent le Kazakhstan (15 %), l'Iran et le Pakistan (14 %), l'Ouzbekistan (13 %), le Kirghizistan (7 %), le Tadjikistan (6 %) et le Turkménistan (4 %). Les positions relatives ont été assez peu modifiées entre 1993 et 1996.

Les pays accordent une importance très variable au commerce régional. Ainsi, ce marché est très important pour le Kirghizistan pour lequel il représente en 1996 49 % des ses échanges extérieurs, à comparer à 1 % seulement pour la zone en

général. Son premier partenaire est son voisin chinois. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan tendent à réduire la place accordé à ces échanges dans leur commerce global (TABLEAU 5-2).

Produits manufacturés contre matières premières

Le premier partenaire post-soviétique de la Chine dans la région est le Kazakhstan (9 % de ses échanges en 1996, TABLEAU 5-1). Entre 1993 et 1995, la

TABLEAU 5

Le faible poids du marché asiatique

TABLEAU 5-1

Part de marché régional de chaque Etat

										En %
1993	Afghanistan	Chine	Iran	Kazakhstan	Kirghizistan	Ouzbékistan	Pakistan	Tadjikistan	Turkménistan	RÉGION
Afghanistan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Chine	1	0	12	3	1	1	17	0	0	36
Iran	0	9	0	0	0	0	4	0	1	14
Kazakhstan	0	6	0	0	3	4	0	2	1	16
Kirghizistan	0	2	0	2	0	1	0	0	0	5
Ouzbékistan	0	1	0	7	2	0	0	2	2	13
Pakistan	0	2	1	0	0	0	0	0	0	3
Tadjikistan	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Turkménistan	0	0	0	4	0	6	0	1	0	11
RÉGION	2	20	13	17	6	13	22	5	4	100
1996	Afghanistan	Chine	Iran	Kazakhstan	Kirghizistan	Ouzbékistan	Pakistan	Tadjikistan	Turkménistan	RÉGION
Afghanistan	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Chine	1	0	9	1	1	1	13	0	0	27
Iran	0	8	0	0	0	0	6	0	2	16
Kazakhstan	0	9	1	0	3	5	0	1	1	20
Kirghizistan	0	1	0	2	0	3	0	0	0	6
Ouzbékistan	0	3	0	2	3	0	0	4	0	12
Pakistan	0	5	2	0	0	1	0	0	0	9
Tadjikistan	0	0	0	0	0	4	0	0	0	5
Turkménistan	0	0	0	3	0	0	0	0	0	4
RÉGION	2	26	13	9	8	14	20	6	3	100

Source : idem tableau 1.

Théorique	Afghanistan	Chine	Iran	Kazakhstan	Kirghizistan	Ouzbékistan	Pakistan	Tadjikistan	Turkménistan	RÉGION
Afghanistan		1	1	0	0	0	1	0	0	4
Chine	2		9	5	1	6	6	2	1	31
Iran	1	10		2	0	1	3	1	1	19
Kazakhstan	0	6	2		1	1	6	1	0	17

Kirghizistan	0	1	0	1		0	0	0	0	3
Ouzbékistan	0	2	1	1	0		1	1	0	6
Pakistan	1	5	2	1	0	1		1	0	12
Tadjikistan	0	2	1	1	0	1	1	0	0	6
Turkménistan	0	1	1	0	0	0	0			2
RÉGION	4	29	18	11	3	9	17	6	2	100

Source : calculs de l'auteur

TABLEAU 5-2

Part du commerce intra-zone dans les échanges de chaque Etat

	Afghanistan	Chine	Iran	Kazakhstan	Kirghizistan	Ouzbékistan	Pakistan	Tadjikistan	Turkménistan	RÉGION
1993	8	1	3	19	45	20	5	17	14	3
1994	12	1	2	19	55	23	5	9	23	2
1995	29	1	7	16	64	22	6	31	11	2
1996	22	1	4	13	49	16	6	37	11	1

Source : idem tableau 1.

TABLEAU 5-3

Variation des échanges en valeur entre 1993 et 1996

	Afghanistan	Chine	Iran	Kazakhstan	Kirghizistan	Ouzbékistan	Pakistan	Tadjikistan	Turkménistan	RÉGION
RÉGION*	+104	+37	+39	+17	+72	+35	+129	+161	-39	+32
Total**	-32	+49	+7	+76	+58	+66	+33	+18	-22	+41

* Total des échanges régionaux sur le marché mondial.

** Total des échanges intra-régionaux.

Source : idem tableau 1.

TABLEAU 5-4

Le commerce régional de la Chine en 1995

	Exportations chinoises			Importations chinoises		
	Kazakhstan	Kirghizistan	Ouzbékistan	Kazakhstan	Kirghizistan	Ouzbékistan
	- Produits alimentaires, boissons, tabacs	22	13	23	0	0
- Matières premières (sauf combustibles)	2	1	1	57	90	76
- Combustibles minéraux et produits	2	1	1	0	0	0
- Produits chimiques	8	6	4	17	1	24
- Machines et matériels de transport	12	4	23	1	0	0
- Articles manufacturés divers	54	75	48	25	9	0
	100	100	100	100	100	100

Source : idem tableau 2-4.

structure des échanges entre la Chine et le Kazakhstan s'est spécialisée, du côté des ventes chinoises, sur les produits manufacturés, et pour ce qui est des ventes kazakhes sur les combustibles (TABLEAU 5-4). Les relations entre le Kazakhstan et la Chine sont jusqu'ici assez limitées (à peine 500 millions de dollars en 1996), mais s'accroissent (+12 % par rapport à 1993). Elles pourraient connaître un essor notable après la signature, le 24 septembre 1997, d'un accord gazo-pétrolier de près de 10 milliards de dollars. Cet accord prévoit la construction d'ici 2005 d'un oléoduc de 3000 km reliant les deux pays et d'un autre, de 250 km, reliant le Kazakhstan à la frontière iranienne, via le Turkménistan, ainsi que le développement de deux champs au nord du Kazakhstan. La présence du Kazakhstan sur ce marché devrait en conséquence augmenter à terme. La Chine vend à la zone essentiellement des articles manufacturés à 56 % au Kirghizistan (tissus, bonneterie et fibres), 28 % au Kazakhstan (chaussures, vêtements et fibres synthétiques), 16 % à l'Ouzbékistan (tissus et articles pour bébés). La Chine et l'Iran sont théoriquement destinés à accroître leur présence sur le marché régional. Il n'est pas inconcevable qu'un accroissement de l'ouverture de ces deux pays soit favorable à une hausse de leurs échanges avec les Etats post-soviétiques d'Asie centrale.

La place toujours importante de la Russie dans les échanges

La place prépondérante de la Russie traduit le besoin d'ancrage à un grand marché. Celle-ci est amplifiée, d'une part, comptablement par la hausse des prix des produits échangés et, d'autre part, par le fait que les réglementations commerciales sont moins exigeantes qu'avec les partenaires régionaux hors Etats post soviétiques. Les relations restent particulièrement importantes quand elles s'inscrivent dans une dépendance économique liée, soit à la faiblesse des économies nationales, soit à la part élevée des intrants russes (énergie en particulier) dans les réexportations : c'est vrai dans le premier cas pour la Biélorussie et le Tadjikistan ; c'est vrai dans le second cas pour la Lettonie et la Lituanie. L'ancrage à la Russie est moins manifeste quand la préférence a pu être donnée à de nouveaux marchés : c'est le cas de l'Estonie et de l'Ukraine. Certains pays se sont clairement détournés du marché russe, par nécessité, du fait de la fermeture de certaines frontières, comme le Caucase.

La valeur des échanges de la Russie avec ses voisins post-soviétiques est, en 1996, en hausse de 85 % par rapport à 1993. La hausse est particulièrement importante (multiplication par trois) avec les pays baltes, en particulier la Lituanie, ainsi que sur le marché slave avec la Biélorussie et la Moldavie surtout (TABLEAU 6-1). L'augmentation de la valeur des transactions est en partie imputable à la revalorisation des prix, de part et d'autre, mesures prises au lendemain de l'éclatement de l'URSS pour engager un ajustement des prix de l'espace post-soviétique aux prix mondiaux.

Une partie des échanges sur le marché post-soviétique est réglée par le troc et ne fait donc pas l'objet de règlements monétaires. Les services des douanes russes

TABLEAU 6

La prépondérance des échanges avec la Russie

TABLEAU 6-1

Variation de la valeur des échanges de la Russie avec les Etats post-soviétiques entre 1993 et 1996

En %

	Exportations	Importations
Baltes	+306	+228
Slaves	+82	+118
Caucase	-26	-49
Asie centrale	+21	+96
CEI	+57	+98
Ex-URSS	+72	+105
Reste du monde	+42	+7
Monde	+48	+28

Source : idem tableau 1.

TABLEAU 6-2

Structure des règlements des opérations de commerce extérieur entre Etats de l'ex-URSS

En % des opérations totales

	1993	1995
Clearing bilatéral au niveau des Etats	50	15
Comptes de correspondants dans les banques centrales	20	5
Comptes commerciaux en monnaies nationales	15	55
Troc, clearing et autres modes non monétaires	10	10
Comptes en devises (ou équivalent)	5	15

Source : *Finansovye Izvestia*, 20 juin 1995.

TABLEAU 6-3

Structure par produits des échanges de la Russie avec la CEI en 1995

	Exportations (en%)	Importations (en%)	Soldes en millions de dollars
Animaux vivants	0	5	-634
Végétaux	1	5	-492
Graisses animales et végétales	0	1	-106
Produits minéraux	49	16	4866
Produits alimentaires, boissons, tabacs	2	14	-1683
Produits chimiques	7	7	43
Matières plastiques	4	3	207
Peaux et cuirs	0	0	-26
Bois	1	0	166
Pâte à papier	2	1	253

Textiles	2	7	-647
Chaussures	0	1	-48
Articles en pierre, verre, ciment...	1	2	-27
Métaux	9	16	-974
Machines	14	12	258
Moyens de transport	6	8	-416
Matériel optique, montres...	2	1	20
autres articles manufacturés	0	1	-124
	100	100	

Source : Mezhdugosudarstveniy statisticheskiy komitet SNG.

évaluent la progression des opérations de troc dans le commerce de la Russie avec la CEI, à 7 points, de 15 % des échanges en 1994 à 22 % en 1995. D'autres sources qui analysent la structure des règlements entre Etats de l'ex-URSS mentionnent une stabilité des opérations de troc sur la période 1993-1995 à 10 % (TABLEAU 6-3).

Les Etats post-soviétiques, et en particulier les pays membres de la CEI, restent des débouchés essentiels pour certains produits russes. Les ventes russes sont encore largement constituées de produits énergétiques (gaz en particulier). De son côté, l'économie russe dépend de ces pays pour nombre d'intrants (coton, produits alimentaires et métaux) (TABLEAU 6-2).

L'intégration régionale était normalement l'objectif de la CEI à sa création fin 1991. Mais de 1991 à 1995, le bilatéralisme l'emporte sur le multilatéralisme. Car, tout en vantant les vertus de l'intégration, en multipliant les déclarations sur le caractère impératif d'une concertation multilatérale des politiques économiques et commerciales, la Russie, avocat de la CEI, prend, dès 1992, l'initiative unilatérale d'une série de mesures économiques, monétaires et commerciales, en complète contradiction avec ces principes, qui vont l'enfermer dans le protectionnisme. Fin 1993, un traité d'union économique est signé par les Etats membres, destiné à favoriser le libre-échange et à améliorer les modalités de règlement. Dans le cadre d'un Accord général de coopération dans le domaine de la production, une liste de produits exempts de taxes commerciales est dressée. Mais, de fait, toutes les tentatives d'organisation multilatérale des échanges échouent face à la volonté de protéger les marchés. Ce n'est qu'en 1995 que la coopération régionale commence à se doter de cadres réglementaires. Pour l'essentiel établis à un niveau bilatéral, les accords commerciaux sont en principe basés de façon générale sur l'exemption de taxes : quelques produits considérés comme stratégiques pour l'approvisionnement du marché intérieur peuvent en être exclus. La Russie signe successivement courant 1995, des accords de libre-échange avec la Biélorussie, le Kazakhstan puis avec le Kirghizistan, en prélude à une union douanière (TABLEAU 7). Celle-ci prend rapidement forme entre la Russie et la Biélorussie et s'élargit au Kazakhstan puis au Kirghizistan en 1996. De son côté, l'Ouzbékistan signe des accords de libre-échange avec presque chacun des pays de la CEI. Les échanges au sein de l'union douanière n'ont pas encore connu d'essor particulier. En effet, si les échanges ont doublé entre 1993 et 1996, ce mouvement ne se distingue pas particulièrement de celui observée pour le commerce sur l'ensemble du marché post-soviétique.

TABLEAU 7

L'union douanière

TABLEAU 7-1

Structure du commerce régional de l'union douanière, en %

1996	Biélorussie	Kazakhstan	Kirghizistan	Russie	RÉGION
Biélorussie		1	0	20	21
Kazakhstan	0		1	25	27
Kirghizistan	0	1		1	2
Russie	27	22	1		50
RÉGION	28	23	3	47	100

Source : idem tableau 1.

Théorique	Biélorussie	Kazakhstan	Kirghizistan	Russie	RÉGION
Biélorussie		2	0	35	37
Kazakhstan	1		1	11	13
Kirghizistan	0	1		2	3
Russie	33	11	2		47
RÉGION	35	14	4	47	100

Source : calculs de l'auteur.

TABLEAU 7-2

Evolution de la part de l'union douanière dans le commerce total des Etats membres entre 1993 et 1996

	Biélorussie	Kazakhstan	Kirghizistan	Russie	En %
1993	48	49	55	5	
1996	46	54	42	9	

Source : idem tableau 1.

Conclusion

Les justifications et les motivations à l'ancrage régional des Etats post-soviétiques sont très variables selon les pays. Pour certains, les marchés régionaux représentent une véritable base de développement : croissance grâce à l'accès à des marchés riches, perfectionnement des nouveaux systèmes économiques par nécessité d'adaptation. C'est le cas des pays baltes, même si ceci ne se fait pas au détriment des relations avec la Russie. Pour d'autres pays, l'ancrage régional repose plus sur une volonté de trouver des alternatives au marché russe. Dans le cas de l'Ukraine, cette volonté est principalement politique et les atouts économiques de ce pays pour conquérir le marché régional sont encore bien fragiles. Dans le cas des trois Etats de Transcaucasie, le développement des échanges régionaux s'est fait bon gré mal gré à cause de la fermeture de l'accès au

marché russe. Cette orientation se confirmera ou s'infléchira à la marge en fonction du règlement des crises politiques régionales, mais la pénétration de la Turquie sur ce marché devrait se confirmer. Pour les autres États post-soviétiques, le grand voisin russe devrait rester, du fait du retard dans la modernisation des systèmes économiques et de l'enclavement, le principal point d'ancrage régional. La concurrence chinoise en Asie centrale ne pourrait se confirmer qu'à moyen terme.

D. P.

RÉFÉRENCES

- Bagritch O., Perfilov S. & A. Sotnikov (1996), "Torgovlia Sodruchestva Nezavisimyykh Gosudarstv", *Ekonomika i Zhizn'*, 10 novembre, Moscou.
- Becker Abraham S. (1996-1997), "Russia and Economic Integration in the CIS" *Survival* 38 n° 4.
- Belov M. (1996), "Strany blizhnego zarubezhia vozvrachchaiutsia na rossiiski rinok", *Finansovye Izvestia*, 26 septembre, Moscou.
- Benaroya F. (1995), "Que penser des accords de commerce régionaux ?", *Economie internationale*, la revue du CEPII n° 63, 3^e trimestre, Paris, la Documentation française.
- Biessen G. (1995), "The Reemergence of Poland on West European Markets: a Gravity and Cost Analysis", *Discussion Papers*, août, n° 65, Foreign Trade Research Institute, Varsovie.
- Belkindas Misha V. & O. V. Ivanova (1995), "Statistika vneshnei trogovli v SSSR i gosudarstvakh-priemnikakh", *Studies of Economies in Transformation*, vol. 18, Banque mondiale, Washington.
- Brada Josef C. (1994), "Regional Integration versus Integration into the World Economy: The Choices for Central and Eastern Europe", *The World Economy*, vol. 17, n° 4, Oxford.
- Brenton P. & D. Gros (1997), "Trade Reorientation and Recovery in Transition Economies", *Oxford Review of Economic Policy*, vol 13, n° 2, Oxford.
- Christin D.E. (1996), "The Long-Term Volume of East Europe's Foreign Trade: an Estimate", in *Economics of Planning* 29.
- Davidov O. (1996), "Transitional Period in Trade with Ukraine", *Nezavisimaia Gazeta*, 9 juillet, Moscou.
- Doronin I. (1995), "Gosudarstva byvshevo SSSR vse menshe torgouit drug s drugom", *Finansovye Izvestia*, 20 juin, Moscou.
- Drabek Z. (1997), "Regional and Sub-Regional Integration in Central and Eastern Europe", Organisation Mondiale du Commerce, janvier, Genève.
- Evstigneev V. (1996), "La coopération économique dans la Communauté des États indépendants", *Economie internationale*, la revue du CEPII n° 66, 2^e trimestre, Paris, la Documentation française.
- Fradkov M. (1997), "Ot ekporta syria - k ekportu produktsii", *Ekonomika i zhizn'*, août, Moscou.
- Goskomstat (1996), *Vneshneekonomitcheskaia diéiatel'nost SNG v 1995*, Moscou.
- Gros D. & B. Dautrebande (1992), "International Trade of Former Republics in the Long Run: an Analysis Based on the 'Gravity' Approach", *CEPS Working Papers*, n° 71, Bruxelles.
- Gros D. & A. Steinherr (1991), "Economic Reform in the Soviet Union : pas-de-deux between Disintegration and Macro-Economic Destabilization", *Princeton Studies in International Finance*, n° 71, novembre.
- Havrylyshin O. & L. Pritchett (1991), "European Trade Patterns After Transition", *World Bank Working Papers*, n° 748, août, Banque mondiale, Washington.

- Koneev V. (1996), "Naskolko effektivn eksport", *Ekonomika i zhizn* n° 49, décembre, Moscou.
- Lücke M. (1997), "Accession of CIS Countries to the World Trade Organisation", *Working Papers of The Kiel Institute of World Economics*, n° 796, Kiel.
- Michalopoulos C. (1997), "Economies in Transition and the WTO", *Transition*, juin, Washington.
- Michalopoulos C. & D. G. Tarr (1994), "Trade in the New Independant States", *Studies of Economies in Transformation*, vol. 13, Banque mondiale, Washington.
- Pekur S. & T. Tcheklina (1996), "Torgovlia Rossii so stranami Tsentralnoï Evropy", *Vneshniaia torgovlia*, n° 12, Moscou.
- Pianelli D. (1995), "L'après CAEM", *Economie internationale*, la revue du CEPII n° 62, 2^e trimestre, Paris, la Documentation française.
- Russian Economic Trends*, quarterly reports of the Centre for Economic Performance, Moscou.
- Shishkov Y. & V. Evstigneev (1994), "Economic Relations within the CIS", *Federal Trust*, Londres.
- "Sredneaziatskii koridor obespechit vykhod na rinky sng", *Finansovye Izvestia* 24/9/96.
- Sotnikov A. (1997), "Piat'let torgovli mezhdou stanamy SNG : itogi i problemy", *MEiMO*, n° 5, Moscou.
- Stepanova E. (1996), "V tchem v Soiuzhe torg vedëm", *Ekonomika i zhizn'*, n° 36, Moscou.
- Tulev A. (1996), "Net al'terenativy integratsii", *Ekonomika i zhizn'*, n° 51, Moscou.
- Wang Zhen K. & L. A. Winters (1991), "The Trading potential of Eastern Europe" *CEPR Discussion Paper* n° 610, novembre, Londres.

